

## VEILLE RÉGLEMENTAIRE

### Environnement

### Fiche VRE.04

## ICPE Enregistrement – Déclaration

### Enregistrement et déclaration des centres de conditionnement

Articles L.512-7-1 à L.512-7-7 du Code de l'environnement

Article L. 512-8 du code de l'environnement

Article R 512-46-3 du Code de l'environnement

Article R 512-47 du Code de l'environnement.

Article R 512-46-19 du Code de l'environnement

Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Décret n° 2009-835 du 6 juillet 2009 relatif au premier contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration

Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement

Directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 relative à l'évaluation des incidences

Décret du 9 décembre 2015 modifiant et simplifiant le régime des ICPE et relatif à la prévention des risques

Arrêté du 15 décembre 2015 relatif à la dématérialisation de la déclaration des ICPE

Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration modifié

Arrêté du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement modifié

Décret du 20 mai 1053 n°53-578 relatif à la nomenclature des ICPE dernièrement modifié par décret n°2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## 1. Déclaration ICPE

Une ICPE dont les activités sont les moins polluantes et/ou les moins dangereuses, qui ne présente pas de graves dangers ou de nuisances, mais qui doit néanmoins respecter des prescriptions générales en matière d'environnement, est soumise à une déclaration, avant la mise en service du projet.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 20/08/2019

1/12

L'exploitant doit effectuer une déclaration, qui sera transmise en préfecture, avec la délivrance d'une preuve de dépôt.

Pour l'information du public, la preuve de dépôt de la déclaration est mise à disposition sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 3 ans.

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales applicables à l'installation définies par arrêté ministériel ou préfectoral.

L'inspection des ICPE peut réaliser des contrôles, notamment suite à nuisances, des incidents et des plaintes.

La déclaration devient caduque si l'installation n'a pas été mise en service dans les 3 ans ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de 2 années consécutives. Dans ces cas, une nouvelle déclaration initiale doit être effectuée.

## 1.1 Déclaration en ligne

Depuis le 1er janvier 2016, les informations demandées au déclarant à l'article R. 512-47, au II de l'article R. 512-54, au I de l'article R. 512-66-1, à l'article R. 512-68 et au II de l'article R. 513-1 du code de l'environnement sont déclarées par voie électronique sur le site internet <https://www.service-public.fr/>.

Il sera alors délivré immédiatement et toujours par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration. Cette preuve de dépôt sera mise à disposition sur le site internet de la ou des préfectures où est projetée l'installation, pour une durée minimale de trois ans (art. R. 512-48 et R. 512-49).

Au niveau des prescriptions générales (art. R. 512-49) :

- Le déclarant devra avoir reconnu, avant de solliciter la délivrance de la preuve de dépôt, avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions applicables générales à son installation ;
- Les arrêtés de prescriptions générales applicables (AMPG) seront mis à disposition sur le site internet de la préfecture (les envois "papier" seront supprimés au 1<sup>er</sup> janvier 2021).

### 1.1.1 Déclaration initiale

Le cerfa a utilisé est Cerfa n° 15271\*02

Notice et formulaires :

<https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/getNotice.do?cerfaNotice=51944&cerfaFormulaire=15271>

[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_15271.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15271.do)

### 1.1.2 Modification et changement

Le cerfa a utilisé est Cerfa n° 15272\*02

[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_15272.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15272.do)

L'exploitant d'une ICPE est tenu notamment de :

- Déclarer les changements devant intervenir dans l'exploitation (une demande d'autorisation peut alors être nécessaire) : extension, modification, mise en sécurité du site notamment ;
- Notifier le préfet de toute cessation d'activité du site au moins 1 mois avant l'arrêt définitif ;
- Signaler tous les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation ;
- Informer son successeur éventuel de l'obligation qui lui incombe de souscrire une déclaration de succession dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation par le

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- nouvel exploitant (si l'activité est subordonnée à des garanties financières, le changement d'exploitant est alors soumis à autorisation préfectorale) ;
- Se soumettre aux contrôles des services d'inspection des installations classées et leur transmettre tout document ou renseignement utile à l'actualisation de son dossier.

### **1.1.3 Changement d'exploitant**

Le cerfa a utilisé est Cerfa n° 15273\*02

[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_15273.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15273.do)

### **1.1.4 Déclaration au bénéfice des droits acquis**

Le cerfa a utilisé est Cerfa n° 15274\*02

[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_15274.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15274.do)

### **1.1.5 Notification de cessation d'activité**

Le cerfa a utilisé est Cerfa n° 15275\*02

[https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_15275.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15275.do)

## **1.2 Déclaration par courrier**

La déclaration papier reste possible jusqu'au 31 décembre 2020.

Jusqu'au 31 décembre 2020, la déclaration pourra être remise sur support papier, en triple exemplaire.

La preuve de dépôt de la déclaration sera alors délivrée sur support papier et fera l'objet de mesure de publicité sur le site internet de la préfecture. Elle s'accompagnera de la communication au déclarant d'une copie des prescriptions générales applicables à l'installation.

## **1.3 Arrêté Ministériel de prescription générales (AMPG) ou arrêté de prescriptions spéciales**

Suite à votre déclaration, vous vous engagez à respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescription générales qui s'applique à la rubrique de la nomenclature de vos activités. Cet arrêté est appelé également « arrêté type (AT) ». Les arrêtés sont disponibles sur le site internet AIDA de l'INERIS en tapant sur le moteur de recherche « AT xxxx (numéro de la nomenclature) AIDA »

Le préfet peut, selon les circonstances, imposer à l'exploitant des prescriptions spéciales par arrêté complémentaire, après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

## **1.4 Contrôle périodique**

Certaines catégories d'installations relevant du régime déclaratif peuvent être soumises à des contrôles périodiques effectués par des organismes agréés.

Les installations classées soumises sont définies dans la nomenclature des installations classées (lettre DC dans la colonne A définissant le régime).

Les principes généraux de ces contrôles sont les suivants :

- Leur objectif est d'informer les exploitants d'installations soumises à déclaration de la conformité de leurs installations avec les prescriptions réglementaires ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- L'administration n'est pas destinataire du rapport de contrôle mais elle peut en avoir connaissance ;
- Le coût de la visite de contrôle est à la charge de l'exploitant, qui en est le premier bénéficiaire ;
- Le contrôle ne peut être effectué que par un organisme ayant fait l'objet d'un agrément ministériel ;
- L'exploitant peut s'adresser à l'organisme agréé de son choix ;
- L'organisme de contrôle technique n'a aucun pouvoir de police.

#### 1.4.1 Contrôle périodique de l'ICPE soumise à déclaration

Le décret du 13 avril 2006 et du 8 juin 2006 instaure **le contrôle périodique des ICPE soumises à déclaration (DC)** à la charge et à l'initiative de l'exploitant. La périodicité est de 5 ans pour la règle générale, elle est portée à 10 ans pour les installations dont le système de management environnemental a été certifié conforme à la norme ISO 14001.

##### Modalités et suivi du contrôle périodique

Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés fixent les modalités du contrôle périodique.

Dans un délai de soixante jours après la visite, l'organisme de contrôle périodique remet un rapport de visite à l'exploitant en deux exemplaires. Le rapport comporte la totalité des résultats du contrôle et précise les points de non-conformité.

Lorsque le rapport fait apparaître des non-conformités majeures, l'exploitant doit adresser à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.

Après avoir pris les dispositions nécessaires et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant doit adresser une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les non-conformités majeures et les prescriptions afférentes.

Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.

L'organisme agréé informe le préfet de l'existence de non-conformités majeures dans les cas suivants :

- S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai de trois mois ;
- S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai d'un an ;
- Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent.

Les organismes de contrôle sont agréés par le ministre chargé de l'écologie, une accréditation sur la base de la norme NF EN ISO/CEI 17020 étant exigée afin de s'assurer de leur compétence technique et de leur indépendance vis-à-vis des exploitants.

#### Article R 512-58, quand pratique-t-on le contrôle ?

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.

Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.

Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.

### **Exécution des contrôles – contenu et suite**

Le contenu des contrôles est fixé par les arrêtés ministériels de prescriptions générales de chacune des rubriques concernées. Les prescriptions à contrôler sont déterminées avec l'objectif d'une durée de la visite de contrôle n'excédant pas une demi-journée.

Ces arrêtés précisent, en règle générale, les conditions dans lesquelles ils s'appliquent aux installations existantes.

Chaque arrêté précise les points de contrôle susceptibles de relever d'une non-conformité majeure.

En cas de non-conformité majeure, l'exploitant doit :

- dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle : transmettre à l'organisme agréé un échéancier des dispositions prises pour remédier aux non conformités majeures ;
- dans un délai de 1 an à réception du rapport de contrôle : transmettre à l'organisme agréé une demande écrite de réalisation d'un contrôle complémentaire ne portant que sur les dispositions ayant donné lieu à des non conformités majeures ;
- avoir remédié aux non conformités majeures lors du contrôle complémentaire. En cas de non-respect de ces obligations, l'organisme agréé est tenu d'en informer le préfet.

La mise en place des actions correctives remédiant aux non conformités majeures ne dispense pas les exploitants d'installations de remédier à TOUTES les non conformités relevées dans le rapport de contrôle.

## **2. Enregistrement ICPE**

Ce régime est considéré comme intermédiaire entre celui de la déclaration et celui de l'autorisation quand le risque est maîtrisé. Il s'agit d'une « autorisation simplifiée ».

### **2.1 Généralités**

L'ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009 a créé un régime d'enregistrement applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement. Il est défini par les articles L.512-7 à

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

L.512-7-7 et constitue un régime d'autorisation simplifiée, intermédiaire aux régimes d'autorisation et de déclaration.

Cette réforme a notamment pour but d'alléger les procédures administratives pour les petites installations présentant des risques significatifs justifiant un examen préalable du projet par l'inspection des installations classées, mais qui peuvent être prévenus par le respect de prescriptions standardisées.

L'article L.512-7 soumet à enregistrement les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.

Les prescriptions générales peuvent notamment prévoir :

- Des conditions d'intégration du projet dans son environnement local ;
- L'éloignement des installations des habitations, des immeubles habituellement occupés par des tiers, des établissements recevant du public, des cours d'eau, des voies de communication, des captages d'eau ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

Les articles L.512-7-1 à L.512-7-6 définissent la procédure d'enregistrement et les règles de vie de l'installation. La procédure d'enregistrement est simplifiée par rapport à la procédure d'autorisation puisqu'elle ne prévoit pas la production par l'exploitant d'une étude d'impact et d'une étude de dangers, la réalisation d'une enquête publique et l'avis d'une commission départementale consultative. L'arrêté d'enregistrement est délivré par le préfet, après mise à disposition du public du dossier du pétitionnaire et consultation des conseils municipaux concernés. Toutes ces informations seront facilitées et se feront notamment par la mise en ligne systématique sur Internet.

Les arrêtés de prescriptions sont listés dans le tableau ci-dessous (voir Annexe).

L'ordonnance complète le dispositif répressif en étendant aux installations enregistrées les sanctions administratives pouvant être prises par le préfet en application de l'article L.514-2 (mise en demeure de régularisation, fermeture d'établissement) et en créant à l'article L.514-9 un délit d'exploitation d'une installation sans enregistrement, puni d'un an d'emprisonnement et de 75000€ d'amende.

## **2.2 Procédure pour établir une demande d'enregistrement**

La demande mentionne :

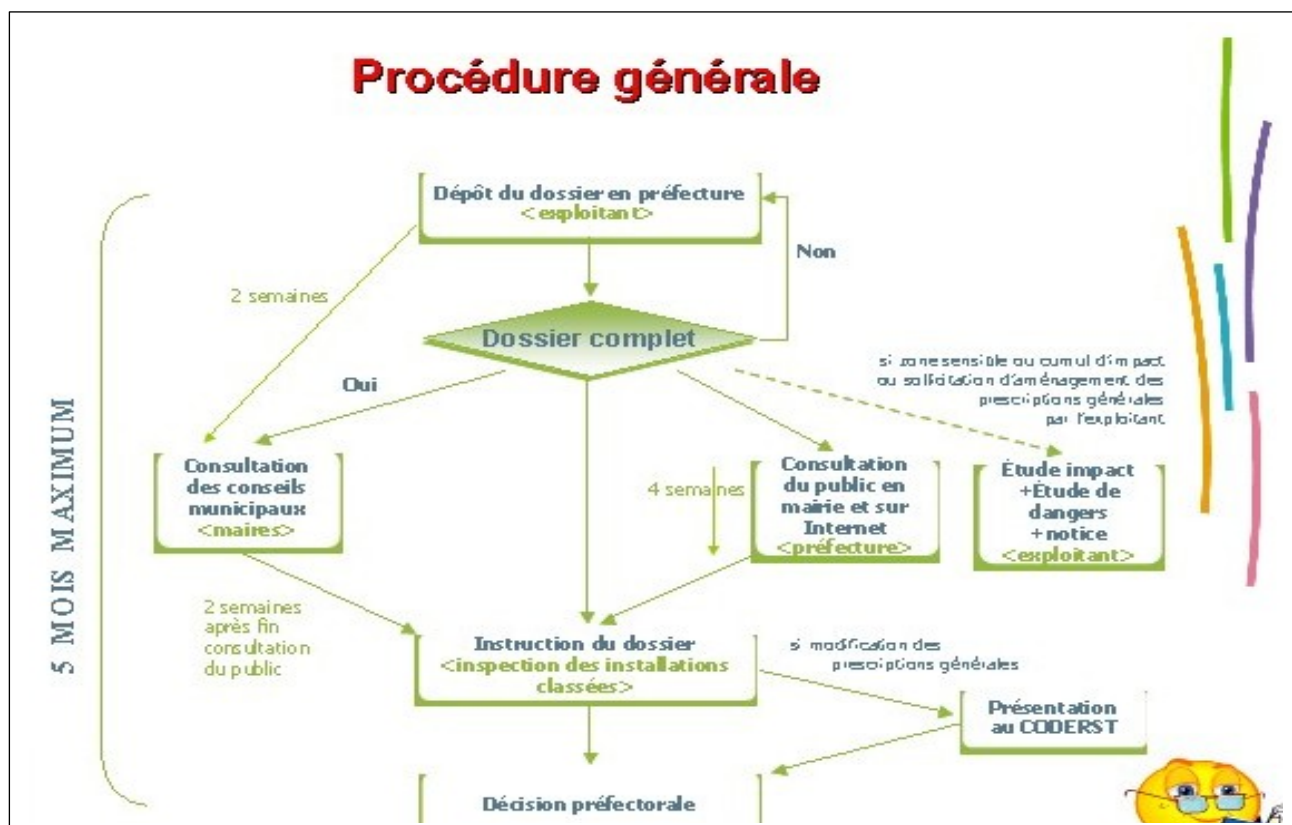
- S'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire ;
- L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;
- La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 20/08/2019

6/12

Récapitulatif de la procédure générale d'enregistrement :



L'exploitant doit joindre à chaque exemplaire de sa demande les pièces suivantes :

- Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ;
- Un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres.

Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres.

- Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau.

Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration :

- La justification de la demande de permis de construire, d'autorisation de défrichement ;
- Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale ;
- Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de 45 jours suivant leur saisine par le demandeur ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 20/08/2019

7/12



- Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;
- les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les documents de planification comme le SDAGE, le SAGE, le PREDMA, etc, ainsi qu'avec les mesures fixées à l'intérieur d'un PPA ;
- L'indication, s'il y a lieu, que l'emplacement de l'installation est situé dans un parc national, un parc naturel régional, une réserve naturelle, un parc naturel marin ou un site Natura 2000.
- Le cas échéant, l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions.

Le ministère élabore pour chaque rubrique concernée par le régime d'enregistrement une grille précisant les justificatifs attendus à l'intention des industriels et des services d'inspection. Ces documents sont disponibles à l'adresse suivante : [http://www.ineris.fr/aida/consultation\\_document/10361](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361)

## 2.3 Evaluation des incidences

A partir du 16 mai 2017, des modifications pour le régime de l'enregistrement s'appliqueront :

- Informations relatives aux incidences du projet sur l'environnement : la demande d'enregistrement sera accompagnée des informations demandées à l'annexe IIA de la directive « évaluation des incidences » 011/92/UE du 13 décembre 2011. (Description du projet, description des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable, description de tous les effets notables) ;
- Utilisation d'un formulaire type de demande d'enregistrement ;
- Mise en ligne du dossier de demande d'enregistrement pendant une durée minimum de quatre semaines et tenu à disposition du public en mairie du lieu d'implantation du projet.

Note 1 : L'exploitation d'un site industriel peut faire coexister des installations soumises au régime de la déclaration, de l'enregistrement et de l'autorisation. En présence de telles installations composites, le régime de l'autorisation prévaut, et une seule demande est présentée pour l'ensemble de l'installation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une déclaration.

Note 2 : Le préfet peut assortir l'enregistrement de prescriptions particulières complétant ou renforçant les prescriptions générales applicables à l'installation. Il en informe l'exploitant préalablement à la clôture de l'instruction de la demande et consulte la commission départementale consultative compétente.

Le dossier doit également prouver la conformité de l'installation à des prescriptions particulières si elles existent.

## 2.4 Auto-surveillance eau, air, sol, bruit et déchets

Les arrêtés ministériels donnent les prescriptions générales pour les installations soumises à déclaration ou à enregistrement, l'auto-surveillance consiste pour les exploitants à réaliser, ou faire réaliser sous leur responsabilité par une entreprise extérieure de leur choix, des prélèvements d'eaux résiduaires ou d'effluents atmosphériques, puis à analyser les échantillons prélevés afin de vérifier le

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.



respect des valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou l'arrêté ministériel de prescriptions générales régissant le fonctionnement des installations.

L'auto-surveillance repose sur la confiance accordée à l'exploitant et la responsabilisation de ce dernier. Elle implique sa vigilance (vérification des données, leur représentativité en particulier, transmission des données à l'inspection avec des commentaires explicatifs si nécessaire...). Sa crédibilité est subordonnée à la mise en place, au sein de l'entreprise, d'une chaîne de mesures robuste (prélèvement, conservation, analyse, exploitation).

La transmission des résultats de mesure, accompagnés des commentaires appropriés, permet ainsi à l'inspection des installations classées de s'assurer que l'industriel met en place toutes les mesures adéquates de conduite de ses installations en liaison avec son impact sur le milieu.

La confiance faite à l'industriel n'exclut pas le contrôle. Pour que l'auto-surveillance reste crédible, des contrôles inopinés sont réalisés à l'initiative de l'inspection (aux frais de l'exploitant) par des organismes indépendants mandatés par elle.

En matière de **bruit**, l'arrêté du 23 janvier 1997 ou l'instruction technique du 20 août 1985 prescrivent le renouvellement périodique des mesures du niveau d'émission sonore de l'établissement (généralement tous les 3 ou 5 ans). Les résultats doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant au moins 5 ans, et communiqués sur simple demande.

Le producteur d'un **déchet** (voir fiche VRE.09 Gestion des déchets) en est responsable de sa production jusqu'à son élimination finale. Il doit également s'assurer que son déchet a été éliminé dans une installation dûment autorisée à cet effet.

L'utilisation du bordereau de suivi normalisé (BSDD : bordereau de suivi du déchet dangereux) est obligatoire. Ce bordereau est retourné par l'éliminateur final au producteur après réalisation de l'opération de destruction ou valorisation : ce document constitue la preuve de sa prise en charge.

L'auto-surveillance "déchet" consiste notamment à tenir un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets non dangereux et dangereux.

Le registre est conservé pendant au moins 3 ans par les transporteurs et exploitants d'installations de traitement de déchets non dangereux et pendant au moins 5 ans par les entreprises productrices de déchets et les autres.

## Annexe 1

Arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux ICPE soumises à enregistrement et guides au 1<sup>er</sup> janvier 2019

Objet : Prescriptions techniques relative à la nomenclature	Rubrique	date de signature	Publication JO	Relevé de justificatifs
Stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs (Rubrique supprimée au 1er juin 2015)	<a href="#">1311</a>	29/07/10	30/07/10	<a href="#">guide 1311</a>
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	<a href="#">1435</a>	15/04/10	16/04/10	<a href="#">guide 1435</a>
Entrepôts couverts (AMPG abrogé par l'article 6 de l'arrêté du 11 avril 2017)	<a href="#">1510</a>	15/04/10	16/04/10	
Entrepôts couverts	<a href="#">1510</a>	11/04/17	16/04/17	<a href="#">guide 1510</a>
<b>Entrepôts frigorifiques</b>	<b><a href="#">1511</a></b>	<b>15/04/10</b>	<b>16/04/10</b>	<b><a href="#">guide 1511</a></b>
Dépôts de papier et carton	<a href="#">1530</a>	15/04/10	16/04/10	<a href="#">guide 1530</a>
Dépôts de bois sec et matériaux combustibles analogues	<a href="#">1532</a>	11/09/13	13/09/13	<a href="#">guide 1532</a>
	<a href="#">1532</a>	17/08/16	14/09/16	
Elevage, transit, vente etc. de bovins	<a href="#">2101</a>	27/12/13	31/12/13	<a href="#">guide 2101</a>
Elevage, vente, transit etc. de porcs	<a href="#">2102</a>	27/12/13	31/12/13	<a href="#">guide 2102</a>
Activité d'élevage, vente, etc. de Volailles, gibier à plumes	<a href="#">2111</a>	27/12/13	31/12/13	<a href="#">guide 2111</a>
Elevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrière, etc. de chiens	<a href="#">2120</a>	22/10/18	24/10/18	
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	<a href="#">2160</a>	26/11/12	28/11/12	<a href="#">guide 2160</a>
<b>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale</b>	<b><a href="#">2220</a></b>	<b>14/12/13</b>	<b>24/12/13</b>	<b><a href="#">guide 2220</a></b>
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	<a href="#">2221</a>	23/03/12	12/04/12	<a href="#">guide 2221</a>
Traitement et transformation du lait ou des produits issus du lait	<a href="#">2230</a>	24/04/17	26/04/17	<a href="#">guide 2230</a>
Extraction ou traitement des huiles et corps gras d'origine animale ou végétale, fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques	<a href="#">2240</a>	24/04/17	26/04/17	<a href="#">guide 2240</a>
Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole	<a href="#">2250</a>	14/01/11	13/03/11	<a href="#">guide 2250</a>
Préparation, conditionnement de vins	<a href="#">2251</a>	26/11/12	28/11/12	<a href="#">guide 2251</a>
Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et produits organiques naturels	<a href="#">2260</a>	22/10/18	24/10/18	
Blanchisseries	<a href="#">2340</a>	14/01/11	16/03/11	<a href="#">guide 2340</a>
Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues	<a href="#">2410</a>	02/09/14	04/09/14	<a href="#">guide 2410</a>
Installations de broyage, concassage, criblage, etc.	<a href="#">2515</a>	26/11/12	28/11/12	<a href="#">guide 2515</a>
Stations de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents	<a href="#">2516</a>	10/12/13	26/12/13	<a href="#">guide 2516</a>
Stations de transit de produits minéraux autres	<a href="#">2517</a>	10/12/13	26/12/13	<a href="#">guide 2517</a>
Production de béton de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé	<a href="#">2518</a>	08/08/11	23/08/11	<a href="#">guide 2518</a>

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 20/08/2019

10/12

Fabrication de produits en béton par procédé mécanique	<a href="#">2522</a>	08/08/11	23/08/11	<a href="#">guide 2522</a>
Installation de travail mécanique des métaux et alliages	<a href="#">2560</a>	14/12/13	24/12/13	<a href="#">guide 2560</a>
Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles	<a href="#">2563</a>	14/12/13	24/12/13	<a href="#">guide 2563</a>
Installations de transformation de polymères	<a href="#">2661</a>	27/12/13	31/12/13	<a href="#">guide 2661</a>
Stockage de polymères	<a href="#">2662</a>	15/04/10	12/05/10	<a href="#">guide 2662</a>
	<a href="#">2662</a>	17/08/16	14/09/16	
Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	<a href="#">2663</a>	15/04/10	12/05/10	<a href="#">guide 2663</a>
	<a href="#">2663</a>	17/08/16	14/09/16	
Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, ) l'exclusion des installations visées à la rubrique n°2710	<a href="#">2710-2</a>	26/03/12	06/04/12	<a href="#">guide 2710-2</a>
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (applicable à compter du 01/07/18)	<a href="#">2711-1</a>	06/06/18	08/06/18	
Installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	<a href="#">2712-1</a>	26/11/12	28/11/12	<a href="#">guide 2712-1</a>
Installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (applicable à compter du 01/07/18)	<a href="#">2712-3</a>	06/06/18	08/06/18	
Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 (applicable à compter du 01/07/18)	<a href="#">2713-1</a>	06/06/18	08/06/18	
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 (applicable à compter du 01/07/18)	<a href="#">2714-1</a>	06/06/18	08/06/18	
Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 (applicable à compter du 01/07/18)	<a href="#">2716-1</a>	06/06/18	08/06/18	
Dépôt ou transit de sous-produits animaux dans des conteneurs étanches et couverts sans manipulation des sous-produits animaux	<a href="#">2731-1</a>	02/10/15	04/10/15	<a href="#">guide 2731-1</a>
Installations de stockage de déchets inertes, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	<a href="#">2760</a>	12/12/14	14/12/14	<a href="#">guide 2760</a>
Compostage de déchets non dangereux ou matière végétale	<a href="#">2780</a>	20/04/12	04/05/12	<a href="#">guide 2780</a>
Installations de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation	<a href="#">2781-1</a>	12/08/10	21/08/10	<a href="#">guide 2781-1</a>
Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux	<a href="#">2794</a>	06/06/18	08/06/18	
Installations de combustion, à l'exclusion des installations visées par	<a href="#">2910 B</a>	24/09/13	15/10/13	<a href="#">guide 2910 B</a>

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 20/08/2019

11/12

les rubriques 2770, 2771 et 2971, lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C ou sont de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de biomasse, et si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 0,1 MW mais inférieure à 20 MW (applicable jusqu'au 19/12/2018)				
Installations de combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971, consommant exclusivement du biogaz provenant d'une seule installation classée soumise à enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-1 et si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 0,1 MW (applicable jusqu'au 19/12/2018)	<u>2910 C</u>	08/12/11	22/01/12	<a href="#">guide 2910-C</a>
Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes (applicable à compter du 20/12/2018)	2910-A ou 2910-B	03/08/18	05/08/18	<a href="#">guide 2910</a>
Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	<u>2921</u>	14/12/13	24/12/13	<a href="#">guide 2921</a>
Stockage de produits explosifs (à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public)	<u>4220</u>	29/07/10	30/07/10	
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	<u>4331</u>	01/06/15	05/06/15	
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	<u>4734</u>	01/06/15	05/06/15	

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 20/08/2019

12/12